

REÇU LE 04 AVR. 2018

RECOMMANDE

A l'attention de :

S.A. Brussel South Charleroi Airport
8 rue des Frères Wright
6041 CHARLEROI

A rappeler dans toute correspondance :

Réf. DGO6 : DIC/CHI011/PI/CFN/GPR/2017-0318

Réf. DGO4 : F0412/52011/PIC/2017.16/FD

Réf. Commune : PI/2017/0017

Date de réception de la demande par le FIC : 11/12/2017

Agent traitant DGO6 : Allyson MAREK – ☎ 081/33.46.15 – allyson.marek@spw.wallonie.be

Agent traitant DGO4 : Guillaume MAUROY – ☎ 071/654.937 – guillaume.mauroy@spw.wallonie.be

Namur, le **03 AVR. 2018**

Objet : Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales
Décision du Fonctionnaire des implantations commerciales, du
Fonctionnaire délégué : article 96

Code dossier : DIC/CHI011/PI/CFN/GPR/2017-0318

Commune(s) : CHARLEROI

Objet de la demande : Demande de permis intégré pour l'extension de la zone commerciale de l'aéroport à 2045m²

Situation : Rue des Frères Wright 8 – 6041 GOSSELIES

Exploitant : SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe l'arrêté relatif à votre demande de permis intégré dont références et objet susmentionnés.

Le permis intégré sollicité est **autorisé**.

Conformément aux modalités définies à l'article 101 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, il vous est loisible d'introduire un recours auprès de la Commission de recours. Sous peine d'irrecevabilité le recours doit être introduit dans les **20 jours** de l'expiration des délais visés à l'article 96 à l'adresse suivante :

Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Economie, Emploi, Recherche
Cellule des Recours sur Implantations Commerciales (CRIC)

Place de la Wallonie, 1 (Bât. II)
5100 NAMUR (JAMBES)


DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DE LA RECHERCHE
Place de la Wallonie 1, B-5100 Namur (Jambes)

Le recours doit être introduit en quatre exemplaires à l'aide du formulaire prévu à l'annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales. Ce formulaire est disponible auprès de l'administration communale et sur le site du Service Public de Wallonie :

http://economie.wallonie.be/Dvlp_Economique/Implantations_commerciales/ressources.htm

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.


Raphaël STOKIS
Le Fonctionnaire Délégué


Sylvain ANTOINE
Le Fonctionnaire des
Implantations Commerciales



Wallonie



Service public
de Wallonie

Réf. Commune : PI/2017/0017

Réf. DGO6 (FIC) : DIC/CHI011/PI/CFN/GPR/2017-0318

Réf. DGO4 (FD) : F0412/52011/PIC/2017.16/FD

DÉCRET DU 5 FÉVRIER 2015 RELATIF AUX IMPLANTATIONS COMMERCIALES

PERMIS INTEGRE

DECISION

Décision visée à l'article 96 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, concernant la demande de permis intégré introduite par la SA Brussels South Charleroi Airport afin de réaménager et agrandir la zone commerciale airside du terminal nord et création de bureaux pour une superficie commerciale nette totale de 1339m² situé Rue des Frères Wright n°8 à 6041 Gosselies.

Sur base des éléments recueillis lors de l'instruction de ce dossier et repris ci-après, le Fonctionnaire des implantations commerciales et le Fonctionnaire délégué **ACCORDENT SOUS CONDITIONS** le permis sollicité.

1. DECISION

Le Fonctionnaire des implantations commerciales et le Fonctionnaire délégué,

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu le Code du Développement Territorial ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur ;

Vu le décret du 10 décembre 2009 visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre Ier du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 précisant les critères à prendre en considération lors de l'examen des projets d'implantation commerciale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la composition et au fonctionnement de l'Observatoire du Commerce et de la Commission des recours des implantations commerciales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015 comportant des mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre Ier du Code de l'environnement ;

Vu le Schéma Régional de Développement Commercial (SRDC) adopté par le Gouvernement wallon en date du 27 novembre 2014 ;

Vu l'analyse de l'outil d'aide à la décision « LOGIC » ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu la demande introduite par la SA Brussels South Charleroi Airport afin de réaménager et agrandir la zone commerciale airside du terminal nord et création de bureaux pour une superficie commerciale nette totale de 1339m² situé Rue des Frères Wright n°8 à 6041 Gosselies dont les références cadastrales sont Section C n° 270e ;

Considérant que la demande de permis intégré a été enregistrée dans les services des Fonctionnaires des implantations commerciales et délégué en date du 11.12.2017 ;

Considérant que la demande de permis intégré a été jugée complète et recevable par les Fonctionnaires des implantations commerciales et délégué par courrier du 03.01.2018 ;

Considérant que la demande de permis intégré tombant sous l'application de l'article 83 §2 - 3° du décret relatif aux implantations commerciales, le Fonctionnaire des implantations commerciales et le Fonctionnaire délégué sont l'autorité compétente pour connaître de la présente demande.

Considérant que la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement doit permettre d'identifier, de décrire et d'évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs.

Considérant que lors de l'analyse relative au caractère complet et recevable de la demande de permis intégré, il a également été procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du Livre I^{er} du Code de l'environnement.

Considérant qu'au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable.

Considérant qu'en ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures.

Considérant d'autre part, il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement. La population intéressée a dès lors reçu l'information qu'elle est en droit d'attendre et l'autorité appelée à statuer est suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement.

Considérant que le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences et une étude d'incidences sur l'environnement n'est donc pas nécessaire.

Considérant que le projet est soumis à une enquête publique conformément aux modalités prévues par l'article 89 du décret du 05 février 2015 relatif aux implantations commerciales ;

Considérant qu'une enquête publique a été réalisée du 31.01.2018 au 15.02.2018 à Charleroi ;

Vu qu'aucune opposition ni observation écrite ou orale n'a été émise lors de cette enquête publique dans la commune de Charleroi ;

Vu la volonté de ne pas émettre d'avis du Collège Communal de Charleroi, réputé favorable par défaut ;

Vu la volonté de ne pas émettre d'avis du Collège communal des Bons Villers émis en sa séance du 17 janvier 2018 ;

Vu la volonté de ne pas émettre d'avis du Collège communal de Gerpinnes émis en sa séance du 15 janvier 2018 ;

Vu l'avis favorable du Collège communal de Fleurus émis en sa séance du 25 janvier 2018 ;

Vu l'avis favorable du Collège Communal de Courcelles émis en séance du 02 février 2018 ;

Vu l'avis favorable de la DG Mobilité et voies hydrauliques – Direction de l'aéroport de Charleroi émis le 12 février 2018 ;

Considérant l'avis favorable émis en date du 13/02/2018 par la S.A. ELIA, conditionné par le respect des consignes de sécurité à proximité de leurs installations (réf :GS/S/805155-1/04.A/CST);

Considérant l'absence d'avis des Collèges communaux de CHATELET, FONTAINE-L'EVEQUE, HAM-SUR-HEURE-NALINNES, MONTIGNY-LE-TILLEUL et PONT-A-CELLES ;

Considérant également l'absence d'avis de BELGOCONTROL, de la Zone de secours Hainaut-Est, et de la SOWAER ;

PARTIE URBANISME

Attendu que, selon le plan de secteur de CHARLEROI, adopté par arrêté royal du 10 septembre 1979, le projet se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique;

Considérant que le projet concerne des actes et travaux relatifs à la mise en œuvre d'un zoning d'activité économique situé dans « un périmètre de reconnaissance » fixé par le décret du 11/03/2004 ou de la loi du 30/12/1970 sur l'expansion économique (arrêté du 05/09/1991); que, dernièrement, ces actes et travaux sont relatifs à l'article R.IV.22-2, 9° du Code du Développement Territorial relatif aux actes et travaux d'utilité publique ;

Considérant que, par conséquent, la demande est relative à des actes et travaux visés à l'article D.IV.22, 2° et 4° du Code du Développement Territorial;

Considérant les permis d'urbanisme délivrés précédemment au demandeur en ce qui concerne:

- la transformation et l'extension de l'aérogare, l'aménagement d'une cafétéria, l'aménagement de sanitaires et vestiaires dans les locaux techniques : permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 5 mars 2002 sous la référence : F0412/52011/UCP/2002.1 ;
- le voûtement du Tintia avec modification du relief du sol dans la partie Nord-Est de la zone aéroportuaire : permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 16/09/2003 (Réf. : F0412/52011/UCP2/2003/43) ;
- la construction d'un parking (voitures) provisoire à ciel ouvert (2000 places) : permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 8 mars

- 2005, pour une durée limitée à 5 ans, sous référence : F0412/52011/UCP2/2004.84 ;
- la construction et l'exploitation d'une nouvelle aérogare (Arrêté ministériel du 25/07/2005) ;
 - l'extension du taxiway Nord : permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 31 janvier 2008, sous référence : F0412/52011/UCP3/2007.97 ;
 - l'installation de 5 nouveaux mâts de balisage d'approche hors sol dans le prolongement de ceux existants (extension), permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 14 mars 2008, sous référence : F0412/52011/UCP3/2007.211 ;
 - l'aménagement d'un parking de 1500 places sur le site de l'aéroport de Charleroi Bruxelles Sud impliquant une extension et un réaménagement de l'actuel parking "low-cost", permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 30 octobre 2009, sous référence : F0414/52011/UCP3/2009.88 ;
 - l'extension du terminal (Arrêté ministériel du 29/11/2010) ;
 - la construction d'une vigie de contrôle en surplomb du terminal existant, permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 04 avril 2011, sous référence : F0414/52011/UCP3/2010/175/ ;
 - l'aménagement d'un parking de 2305 places sur le site de l'Aéroport (parking Economy) en lieu et place de l'actuel parking, permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 17 janvier 2012, sous référence : F0414/52011/UCP3/2011/137/208458 ;
 - la réalisation d'un giratoire sur la route d'accès à l'aérogare, permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 17 février 2012, sous référence : F0414/52011/UCP3/2011/152 ;
 - le réaménagement du parking "Express" et de la gare des bus, permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué en date du 24 mai 2012, sous référence : F0414/52011/UCP3/2012/63 ;
 - la réalisation de 2 dalles de parking avions et d'une voirie de contournement, permis d'urbanisme délivré par le Ministre en date du 07 juin 2012, sous référence : F0414/52011/UCP3/2011/195/ ;
 - l'extension de l'aérogare, l'agrandissement du parc de stationnement et la modification des accès, permis d'urbanisme délivré par le Ministre en date du 19 mai 2005, sous référence : F0412/52011/PU3/2014.9/127 ;

Considérant que l'objet précis de la demande porte sur le réaménagement intérieur et l'agrandissement de la zone commerciale airside ainsi que sur la création de bureaux ;

Considérant, en ce qui concerne le réaménagement, que le projet prévoit la transformation et l'agrandissement de la zone commerciale existante au rez-de-chaussée, la réalisation d'une mezzanine au-dessus de la zone commerciale qui accueillera une zone de restauration, la mise en place de nouveaux espaces de circulation verticale, la relocalisation des bureaux de la douane et de la police et l'aménagement d'espaces connexes tels que espace lounge, terrasse, sanitaires, locaux technique,... ;

Considérant qu'au niveau de l'urbanisme, en dehors de la transformation du bâtiment (mise en place de coupole, surface commerciale, circulation, modification de la structure...), la demande vise essentiellement la réalisation d'une terrasse de 575 m², disposée en toiture, au-dessus du hall d'embarquement (disposé en façade SUD) ; que celle-ci est délimitée à l'EST par deux volumes fermés (un bar à l'EST et l'espace lounge à l'OUEST) dont l'altitude de l'acrotère est fixée à maximum 188.71m;

Considérant que les matériaux envisagés sont des murs rideaux recouverts d'un bardage métallique ondulé et microperforé pour les façades des volumes en terrasse ;

Considérant, au vu de la localisation du projet, que l'article D.II.32 du CoDT précité stipule que :

« §1er. La zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est destinée à recevoir les activités visées aux articles D.II.29, D.II.30 et D.II.31, à l'exclusion des industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement et des petits commerces. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

La mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement.

§2. À défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au paragraphe 1er, alinéa 2, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local.

§3. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre. » ;

Considérant que le projet n'est pas conforme à la zone précitée;

Considérant, au vu de la dérogation, qu'il y a lieu de se référer aux articles D.IV.6 et D.IV.13 du CoDT, qui précisent ce qui suit :

« Art. D.IV.6

Un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n°2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur pour les constructions, les installations ou les bâtiments existants avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou qui ont été autorisés, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur lorsqu'il s'agit d'actes et travaux de transformation, d'agrandissement, de reconstruction ainsi que d'une modification de destination et de la création de logement visées à l'article D.IV.4, alinéa 1er, 6° et 7°.(...) »

« Art. D.IV.13

Un permis ou un certificat d'urbanisme n°2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme si les dérogations :

1° sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé;

2° ne compromettent pas la mise en oeuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du guide régional d'urbanisme dans le reste de son champ d'application;

3° concernant un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis. »

Considérant que les bâtiments et installations concernés par la transformation existent légalement au vu des permis énoncés ci-dessus ; que la demande vise la transformation, principalement de l'espace intérieur, de l'aérogare en vue de déplacer les bureaux existants, réaménager les espaces commerciaux en aménageant un nouveau plateau destiné aux services et commerces ;

Considérant que le projet ne prévoit aucune emprise supplémentaire ; qu'il s'agit essentiellement de création de plancher intérieur, escaliers, mise en place de coupole, réaménagement des fonctions au sein de l'enveloppe existante ; que seul le « volume » terrasse modifie cette enveloppe ; que ces travaux de transformations peuvent être qualifiés de minime importance ;

Considérant que ce « volume » terrasse est limité à une altitude de 188,71m ; que le niveau des acrotères du bâtiment existant est fixé à 1,90m au-dessus de ce dernier ; que le projet n'augmente par conséquent pas le gabarit du bâtiment ;

Considérant que le projet vise essentiellement à répondre aux besoins des nombreux voyageurs et à améliorer le confort de ces derniers ;

Considérant par conséquent, au vu de ces travaux de faible ampleur et du respect des matériaux existants (murs rideaux, bardage métallique ondulé, etc.), que le projet tend à respecter le paysage bâti existant ; qu'au vu d'une emprise complémentaire nulle et de ce « simple réaménagement », le projet ne compromet pas la mise en oeuvre cohérente du plan de secteur, ni le développement futur de l'aéroport ;

Considérant par conséquent que le projet répond aux conditions des articles D.IV.6 et D.IV.13 du CoDT ;

PARTIE IMPLANTATIONS COMMERCIALES

Considérant que le fait générateur de la demande de permis d'implantation commerciale est un projet d'extension d'un ensemble commercial ;

Considérant que l'implantation projetée représente principalement des achats du type courant et semi-courant léger;

Considérant que selon l'outil d'aide à la décision LOGIC, le présent projet prend place dans le bassin de consommation de CHARLEROI pour les achats de type courant et semi-courant léger ;

Considérant que le projet prend place dans la Commune de Charleroi, qualifiée par l'outil d'aide à la décision LOGIC comme une commune d'agglomération ;

Considérant que le projet se situe hors nodule commercial ;

Considérant que la parcelle sur laquelle se situe l'implantation se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique au plan de secteur ;

Considérant que l'autorité compétente doit motiver sa décision au regard des critères suivants :

▪ **CRITÈRE I : LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

Considérant que le critère relatif à la protection du consommateur est précisé par les deux sous-critères suivants :

- a) favoriser la mixité commerciale ;
- b) éviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité ;

▪ **CRITÈRE II : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN**

Considérant que le critère relatif à la protection de l'environnement urbain est précisé par les deux sous-critères suivants :

- a) la vérification de l'absence de rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines, telle qu'elle porterait atteinte au cadre de vie des quartiers existants ou à venir ;
- b) l'insertion de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain ;

▪ **CRITÈRE III : LES OBJECTIFS DE POLITIQUE SOCIALE**

Considérant que le critère relatif à la politique de l'emploi est précisé par les deux sous-critères suivants :

- a) la densité de l'emploi ;
- b) la qualité et la durabilité de l'emploi ;

Considérant que le promoteur s'engagera à veiller de façon contractuelle au respect de l'ensemble de la législation sociale et du travail par l'ensemble des commerces étant accueillis au sein du projet ;

▪ **CRITÈRE IV : LA CONTRIBUTION A UNE MOBILITÉ PLUS DURABLE**

Considérant que le critère relatif à la contribution à une mobilité plus durable est précisé par les deux sous-critères suivants :

- a) la mobilité durable ;
- b) l'accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité ;

Pour les critères énoncés ci-dessus :

Considérant que les commerces au sein du projet ne sont accessibles que pour les détenteurs d'un billet d'avion ;

Considérant également que les flux sont générés par l'activité aéroportuaire et non par l'activité commerciale ;

Considérant dès lors que le projet n'a pas d'impact négatif sur les critères communiqués ci-dessus et que dès lors, les critères relatifs à la protection du consommateur, de l'environnement urbain et à la mobilité plus durable sont estimés rencontrés par le présent projet

Pour les motifs cités ci-avant,

ARRÊTENT :

Article premier. Après pondération des aspects positifs et négatifs, le projet intégré consistant en l'extension de la zone commerciale airside du terminal nord et la création de bureaux pour une superficie commerciale nette totale de 1339m², situé Rue des Frères Wright n°8 à 6041 Gosselies, est **accordé en dérogation au plan de secteur** et est **autorisé** aux conditions suivantes :

- sous réserve du respect des autres dispositions légales et réglementaires, et sans préjudice du droit des tiers ;
- que le bardage métallique soit de teinte identique à l'existant ;

Article 2. Le projet comporte une surface commerciale nette totale de 1.639 m².

Article 3. Le permis intégré est accordé pour une durée indéterminée en ce qu'il tient lieu de permis d'implantation commerciale et de permis d'urbanisme.

Article 4. Le permis intégré est exécutoire à dater du lendemain de la notification de la présente décision qui est faite au demandeur.

Le permis intégré est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 53 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande du titulaire, le permis peut être prorogé pour une période de deux ans. La demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents, auprès du collège communal.

Dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2 du décret, l'administration communale envoie au Fonctionnaire des implantations commerciales la demande de prorogation, dans un délai de trois jours ouvrables à dater de sa réception. La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

Article 5. Le titulaire du permis intégré porte à la connaissance du Collège communal, du Fonctionnaire des implantations commerciales et du Fonctionnaire délégué, la date fixée pour la mise en œuvre du permis au moins quinze jours avant celle-ci.

Un avis indiquant que le permis intégré a été délivré, est affiché sur les lieux du projet d'implantation commerciale faisant l'objet du permis, par les soins du titulaire

du permis, dans les huit jours qui suivent la notification de la décision, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de celui-ci.

Pendant ce délai, l'autorisation ainsi que les dossiers y annexés ou une copie certifiée conforme des documents par l'autorité compétente, se trouvent en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 67 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales sur les lieux du projet d'implantation commerciale faisant l'objet du permis.

Article 6. Le permis délivré est frappé de caducité si le projet d'implantation commerciale autorisé n'est pas ouvert au public, de manière significative, durant deux années consécutives conformément à l'article 55 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

Le bénéficiaire du permis est responsable du démantèlement de l'implantation commerciale et de la remise en état des terrains concernés par l'implantation commerciale, si aucune réouverture au public n'intervient sur le même emplacement, dans les deux ans de la caducité du permis.

Article 7. Un recours contre la présente décision est ouvert auprès de la Commission de recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être transmis par tout envoi permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte conformément aux modalités définies par l'article 101 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales dans un délai de vingt jours à dater :

- 1° pour le demandeur, le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué, le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé, de la réception de la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 96, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ou 2 du décret;
- 2° pour le demandeur, le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué, le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé, de l'expiration des délais visés à l'article 96 du décret dans les cas d'application des dispositions de l'article 99;
- 3° pour les personnes non visées au 1°, du premier jour de l'affichage de l'avis effectué conformément aux modalités des articles D.29-22, D.29-23 et D.29-24 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Article 8. La décision est notifiée :

1. en expédition conforme et par envoi recommandé :
 - au demandeur;

DECISION
PERMIS INTEGRE
Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales

- à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux sont situés ;
2. en expédition conforme et par pli ordinaire :
- aux autorités et administrations consultées notamment les communes limitrophes sur le territoire desquelles une enquête publique a été organisée.

Fait à NAMUR, le **03 AVR. 2018**



Sylvain ANTOINE
Fonctionnaire des implantations
commerciales



Raphaël STOKIS
Fonctionnaire délégué

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Plan(s) descriptif(s) du projet

